



COMMUNE DE NEVEZ
Aménagement de l'avenue de l'océan
à Port Manech

REGLEMENT DE CONSULTATION (R.C.)

DATE DE REMISE DES OFFRES : 11/12/2024 A 12 :00

Maîtrise d'Ouvrage :
Commune de Nevez
Place Joseph Danielou
29920 Nevez
T : 02 98 06 81 23

SOMMAIRE

1.	OBJET DE LA CONSULTATION	3
2.	PRESENTATION DE LA CONSULTATION	3
2.1	Procédure, Pouvoir adjudicateur et Maîtrise d’Oeuvre	3
2.1.1	Pouvoir adjudicateur	3
1.1.1	Maîtrise d’Oeuvre	3
2.2	Décomposition en tranches et lots	3
2.3	Conditions de la consultation	3
2.3.1	Délai d’exécution et durée du marché de travaux	3
2.3.2	Variantes et Tranches conditionnelle	3
2.3.3	Délai de validité des offres	3
2.3.4	Compléments à apporter au CCTP	4
2.3.5	Mode de règlement et délais de paiement	4
2.3.6	Conditions particulières d’exécution	4
2.3.7	Modifications de détail au dossier de consultation	4
2.3.8	Visite obligatoire sur les lieux d’exécution du marché	4
2.3.9	Propriété intellectuelle du projet	5
2.3.10	Dispositions relatives aux travaux intéressant la Défense	5
3.	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
4.	PRESENTATION DES OFFRES ET CANDIDATURES	5
4.1	Documents à produire	5
4.1.1	Pièces de la candidature	5
4.1.2	Pièces de l’offre	6
4.2	Remise des offres	6
4.2.1	Offre sur support papier	6
4.2.2	Dématérialisation	6
4.2.3	Date et heure limite de réception des offres	7
5.	JUGEMENT DES OFFRES	7
5.1	Elimination des candidats	7
5.2	Jugement des offres	7
5.2.1	Critères de choix des offres	7
5.2.2	Notation des critères	7
5.2.3	Détection et traitement des offres anormalement basses	8
5.2.4	Négociations	8
5.2.5	Suites à donner à la consultation	8
5.2.6	Divers	9
6.	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	9

1. Objet de la Consultation

La présente consultation concerne :

La réalisation des travaux d'aménagement de l'avenue de l'océan à Port Manech, Névez.

2. Présentation de la Consultation

2.1 Procédure, Pouvoir adjudicateur et Maîtrise d'Oeuvre

La présente consultation est de type **MARCHE À PROCÉDURE ADAPTEE**.

La présente consultation est passée, dans le respect des dispositions du Code de la Commande Publique applicable depuis le 1er avril 2019.

Le pouvoir adjudicateur s'arroge la possibilité de procéder à une phase de négociation à l'issue de l'analyse de l'offre initiale.

2.1.1 Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est :

Commune de Névez

Place Joseph Danielou

29 920 Névez

1.1.1 Maîtrise d'Oeuvre

La Maîtrise d'œuvre est :

Sylvain Flipo, Paysagiste-Concepteur

6, rue Paul Banéat

35 700 Rennes

T : 06 87 28 47 03

M : sylvain.flipo@icloud.com

2.2 Décomposition en tranches et lots

Le marché fait l'objet de deux lots, le lot 2 intégrant des PSE (Prestations Supplémentaires Eventuelles).

2.3 Conditions de la consultation

2.3.1 Délai d'exécution et durée du marché de travaux

Le délai d'exécution maximal pour chacun des 2 lots est fixé dans l'acte d'engagement.

L'entreprise peut éventuellement proposer un délai d'exécution plus court, que le pouvoir adjudicateur pourra rendre contractuel.

2.3.2 Variantes et Tranches conditionnelle

Les candidats devront obligatoirement répondre à la solution de base, ainsi qu'aux PSE (Prestations Supplémentaires Optionnelles) décrites.

Les variantes sont autorisées.

2.3.3 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **60 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.3.4 Compléments à apporter au CCTP

Les candidats n'ont pas à apporter de complément aux Cahiers des Clauses techniques particulières (C.C.T.P.). D'éventuels compléments techniques peuvent être apportés dans le mémoire techniques et pourront être intégrés au marché.

2.3.5 Mode de règlement et délais de paiement

Le règlement choisi par le Pouvoir adjudicateur sera **le virement bancaire**. Le délai de paiement sera de **30 jours**.

Le délai global des sommes dues au titre du présent marché est fixé au maximum autorisé pour les collectivités territoriales, dans le respect du Code de la Commande Publique (Article R2192-10).

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au bénéfice du titulaire du marché d'un montant de 40 €. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

2.3.6 Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par Code de la Commande Publique.

2.3.7 Modifications de détail au dossier de consultation

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard cinq (5) jours ouvrés avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail ou renseignements complémentaires au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Ces renseignements complémentaires ou modifications pourront être diffusés,

- soit à la suite d'une demande d'un candidat reçue par la personne publique, au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres, et formulée exclusivement via la plate-forme.
- soit à la suite d'une modification de détail ou d'une précision apportée au Dossier de Consultation des Entreprises par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, les dispositions précédentes sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

Les candidats devront répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

2.3.8 Visite obligatoire sur les lieux d'exécution du marché

Une visite préalable du site par l'entreprise avant la remise de son offre n'est pas imposée par le pouvoir adjudicateur. Elle est cependant vivement conseillée. L'entreprise devra, le cas échéant, attester dans son offre de son passage sur le site (par tous moyens à sa convenance).

La prise de rendez-vous se fait directement auprès du responsable des Services Techniques, Monsieur Max DELBECQ : 02 98 06 86 85 ou servicestechniques@nevez.fr. Aucune réponse aux questions des candidats ne sera donnée pendant la visite. Les questions seront consignées et données aux candidats les jours suivants.

2.3.9 Propriété intellectuelle du projet

Sans objet.

2.3.10 Dispositions relatives aux travaux intéressant la Défense

Sans objet.

3. Contenu du dossier de consultation

Le Dossier de Consultation du présent marché contient les pièces suivantes

Règlement de Consultation (RC)
Acte d'Engagement (AE)
Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
Cahier des Clauses Particulières (CCTP)
Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
Détail Quantitatif Estimatif (DQE)
Plans (3)
Planches de détails (4)

4. Présentation des offres et candidatures

Le Dossier est à télécharger uniquement sur la plate-forme suivante : MEGALIS

Les offres seront obligatoirement rédigées en langue française et en euros.

4.1 Documents à produire

4.1.1 Pièces de la candidature

- La déclaration DC1 d'intention de soumissionner du candidat, remplie (en cas de groupement d'entreprises, une seule pièce DC1).
 - La DC2, remplie.
 - Certificats fiscaux et sociaux ou déclaration sur l'honneur dûment datée et signée.
 - Attestation sur l'honneur, datée et signée en original, certifiant que :
 - le candidat n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin N° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L 324.9, L324.10, L 341.6, L 125.1 et L 125.3 du Code du travail,
 - le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales
 - le candidat n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir
 - copie du jugement si le candidat est en redressement judiciaire
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat
- Un extrait de l'inscription du candidat au registre du commerce et des sociétés (K bis).
 - Les documents permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat : les effectifs, l'importance du personnel, **la liste des principales références des trois dernières années pour des travaux équivalents**, indiquant notamment le montant, la date et le maître d'ouvrage (les certificats de capacités signés de la maîtrise d'ouvrage sont à privilégier) (CCP Articles R2142-1 à 14 et R2143-1 à 14).

- Les certificats de qualifications et/ou de capacité technique, souhaités, sont : Sans objet.

4.1.2 Pièces de l'offre

Un projet de marché comprenant :

- Un Acte d'Engagement : cadre ci-joint à compléter, par les représentants qualifiés de toutes les entreprises ayant vocation à être titulaires du marché, ainsi que toutes les annexes,
- Un DC4 en cas de sous traitance,
- Le Bordereau de Prix Unitaire, à compléter.
- Le Détail Quantitatif et estimatif, à compléter.
- Un mémoire technique.

NOTA :

- **Le CCAP et le CCTP n'ont plus à être fournis dans l'offre, ils sont réputés acceptés par l'entreprise.**
- **La non-fourniture du mémoire technique pourra être un motif d'élimination de l'offre,**
- **En cas de groupement d'entreprise un seul mémoire technique devra être transmis par l'entreprise mandataire.**

4.2 Remise des offres

4.2.1 Offre sur support papier

La remise des offres sur support papier n'est plus autorisée depuis le 1er octobre 2018. Les offres transmises sous format papier seront déclarées comme irrégulières.

4.2.2 Dématérialisation

Les offres dématérialisées seront remises sur le profil acheteur de la collectivité : <https://loire.marches-publics.info/> La consultation étant totalement dématérialisée, les candidats sont informés que les pièces du marché seront signées (manuscritement ou électroniquement) par l'attributaire à l'issue de la procédure. L'acheteur sollicitera ce dernier afin qu'il signe le marché à l'achèvement de la procédure.

Toutefois, par mesure de simplicité, le candidat qui le souhaite peut signer sa proposition dès la remise de son offre. Les candidats peuvent en outre transmettre une copie de sauvegarde.

Il est demandé aux candidats de respecter les recommandations suivantes :

- Ne pas utiliser certains formats, notamment ".exe",
- Ne pas utiliser certains outils, notamment "macros",
- Faire en sorte que la candidature ne soit pas trop volumineuse.

Avant tout envoi, le candidat devra s'assurer de sa connexion à internet. Les frais d'accès au réseau sont à sa charge.

Tous les fichiers devront être préalablement traités à l'antivirus. Les fichiers contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité. Ils seront réputés n'avoir jamais été reçus et les candidats en seront informés dans les plus brefs délais.

Dans l'hypothèse où les candidats prévoient d'insérer des documents qui ne sont pas des fichiers informatiques, ils doivent les scanner avec une définition adaptée à la fois à la lisibilité et au poids de l'image obtenue.

Les pièces qui doivent être signées dans l'offre originale le seront également dans la copie de sauvegarde. Il est impératif que la copie de sauvegarde soit remise avant la

date limite de remise des offres et qu'elle comporte la mention "copie de sauvegarde" ainsi que le nom du marché.

4.2.3 Date et heure limite de réception des offres

Toutes les offres devront être remises avant : 11/12/2024 0 12 :00

Toute candidature arrivée hors délai sera considérée comme nulle.

5. Jugement des offres

5.1 Elimination des candidats

Les candidats dont l'offre est jugée incomplète ou non sérieuse seront éliminés.

5.2 Jugement des offres

Le jugement des offres se déroulera de la manière suivante :

5.2.1 Critères de choix des offres

Les critères retenus pour choisir l'offre économiquement la plus avantageuse par lot (**tranche ferme et optionnelle**) sont par ordre décroissant d'importance :

- **Prix des prestations : 50 /100**

Le nombre de points maximum pouvant être obtenu est de 100 points

L'offre considérée comme mieux-disante sera celle obtenant la meilleure appréciation globale sur l'ensemble des critères précités.

- **Valeur technique : 50 /100**

- Prise en compte des particularités du chantier – 25/50

Définition :

Analyse des lieux et les conditions d'exécution

Méthode(s) d'exécution, déroulement et enclenchement des opérations

Identification des principales contraintes du site et méthodologie proposée pour répondre à ces contraintes, notamment pour la gestion des circulations PL, les entreprises en activité

- Moyens humains et techniques – 5 /50

Définition :

Moyens humains et techniques mis en œuvre en adéquation avec les travaux (méthodologie et planning).

- Qualité et provenance des matériaux – 5/50

Définition :

Qualité des matériaux et des approvisionnements appréciée sur la base de fiches techniques indiquant les caractéristiques des matériaux proposés et leurs provenances.

Note détaillant la consommation d'énergie, les émissions de CO2, le taux de ré-emploi des matériaux

- Planning – 15 /50

Définition :

Planning en adéquation avec le phasage, cohérence vis-à-vis des moyens mis en œuvre

5.2.2 Notation des critères

R.C

Critère Prix

La formule de calcul de la note du prix est la suivante :
(Prix le plus avantageux / Prix de l'offre) x 50

L'offre la plus avantageuses étant considérée hors offre irrégulière ou inappropriée ou inacceptable et hors offre confirmée anormalement basse.

Lorsque le résultat de ce calcul est négatif, le prix obtient la note de 0.

Critères Techniques

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables sont éliminées par le représentant du pouvoir adjudicateur, elles ne sont pas classées.

Pour chaque critère, ou le cas échéant chaque sous-critère, l'offre se voit attribuer une note.

5.2.3 Détection et traitement des offres anormalement basses

Il sera fait application de la réglementation en vigueur.

5.2.4 Négociations

Après examen et analyses des offres initiales, le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations avec les candidats ayant remis une offre recevable et classée dans les 3 premières places avant d'attribuer le marché. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

La négociation sera menée soit sous la forme d'un ou plusieurs échanges électroniques sur a plate-forme acheteur, soit par le biais d'auditions.

Les candidats devront dans ce cadre, obligatoirement répondre aux demandes figurant à chacun des courriers de négociation adressés par le pouvoir adjudicateur. Celui-ci précisera l'ensemble des documents ou compléments à fournir ainsi que les délais dans lesquels ces éléments devront être apportés.

A l'issue de la négociation, les candidats ayant participé à la négociation seront invités à présenter une offre définitive (nouvel acte d'engagement, nouvelle offre de prix, mémoire technique ou toute autre pièce utile à l'appréciation de l'offre). Ces nouvelles offres seront jugées en application des mêmes critères ci-dessus définis.

5.2.5 Suites à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations visés aux articles R2143-6 et suivants du code de la commande publique.

Selon les pièces déjà transmises par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché et toujours en cours de validité, l'acheteur ne sollicitera le candidat que pour les pièces manquantes.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre, il devra, dans le même délai, produire ces mêmes pièces relatives à chacun des sous-traitants.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre les documents demandés, sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci ; ce délai ne pourra être supérieur à 7 jours.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé. Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

A l'issue de la consultation, il ne sera versé aucune prime aux candidats non retenus. Le pouvoir adjudicateur informe les candidats qu'elle se réserve le droit de mettre fin à la consultation, à tout moment de la procédure, pour tout motif d'intérêt général.

5.2.6 Divers

En cas d'égalité ou de deux ou plusieurs offres très proches (moins de deux points d'écart), les meilleures mesures, effectives, pour l'insertion de personnel ayant des difficultés, permettront de départager les candidats ou le prix de l'offre, pour les candidats non concernés par cette mesure.

Le pouvoir adjudicateur s'arroge la possibilité d'une nouvelle négociation avec toutes les entreprises. A l'issue de cette négociation, l'offre la mieux classée sera retenue.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de déclarer le présent marché infructueux si l'ensemble des offres est supérieur à l'estimation qu'il s'est fixé, avant le lancement de la présente consultation.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ces détails estimatifs seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié des détails estimatifs qui sera pris en considération.

6. Renseignements complémentaires

Pour se rendre sur le site ou pour obtenir tous renseignements complémentaires nécessaires à l'établissement de leur offre, les concurrents pourront adresser leur demande à la plateforme et pour les autres renseignements :

Mairie de Névez
Place Daniélou
29 920 Névez
T : 02 98 06 81 23

Les demandes doivent intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 5 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis. A noter que toute demande de renseignements complémentaires, transmise en dehors du délai imparti, restera sans réponse.

Le texte des questions posées est public. Attention donc à ce que les questions n'indiquent pas d'information confidentielle.